

Carte 1 :25000 scan 25.

Photos récentes



Photo prise sur l'actuel parking avec vue vers le sud.



Photo prise sur l'actuel parking avec vue vers l'est



. Photo prise sur l'actuel parking avec vue vers l'entrée

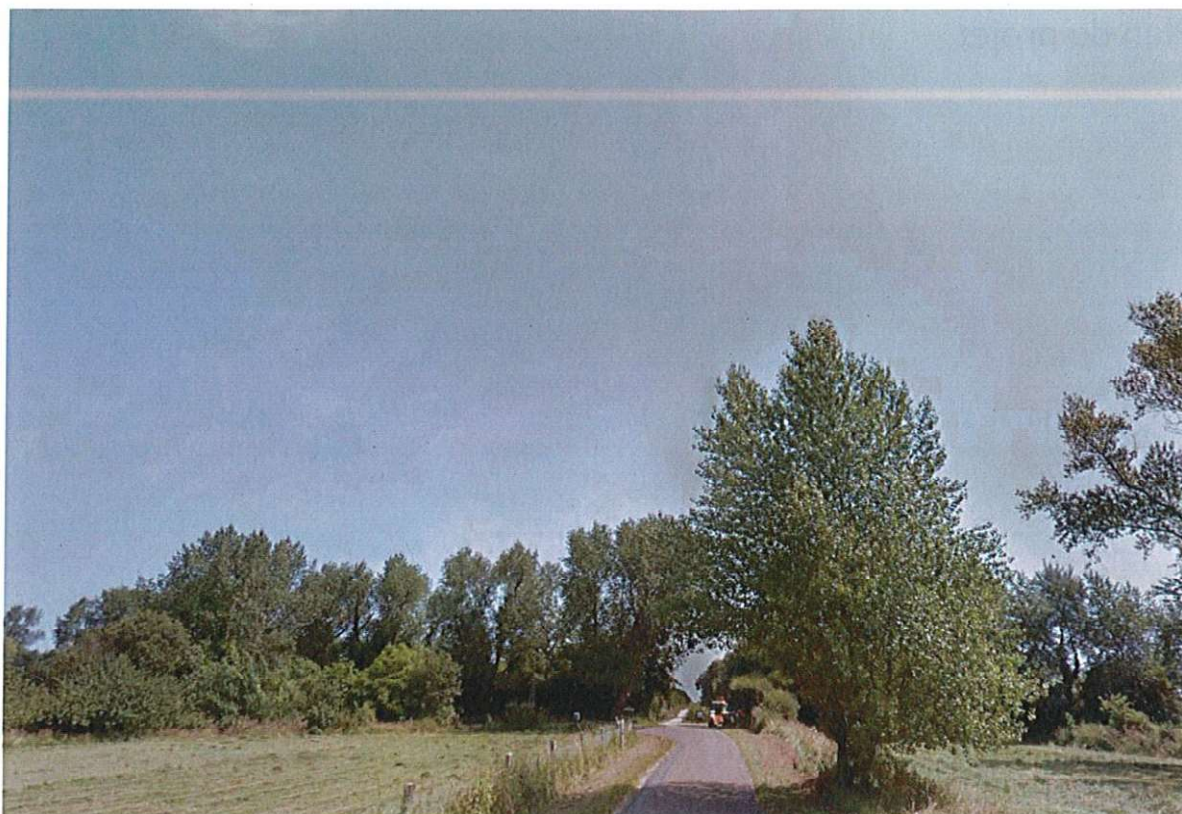
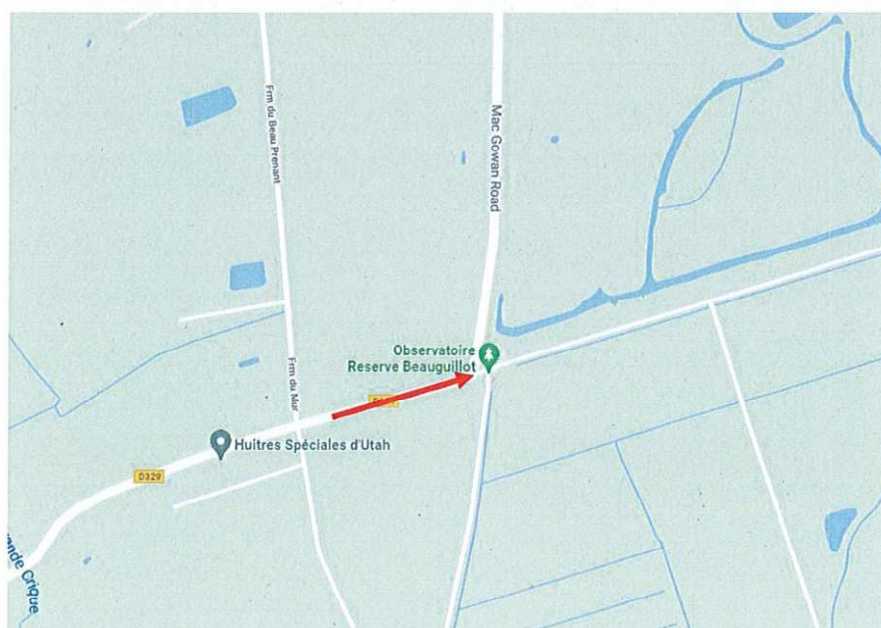


Photo prise de loin de l'actuel parking avec vue vers l'entrée depuis la D329 (Cf. flèche rouge ci-dessous)









Plan du projet

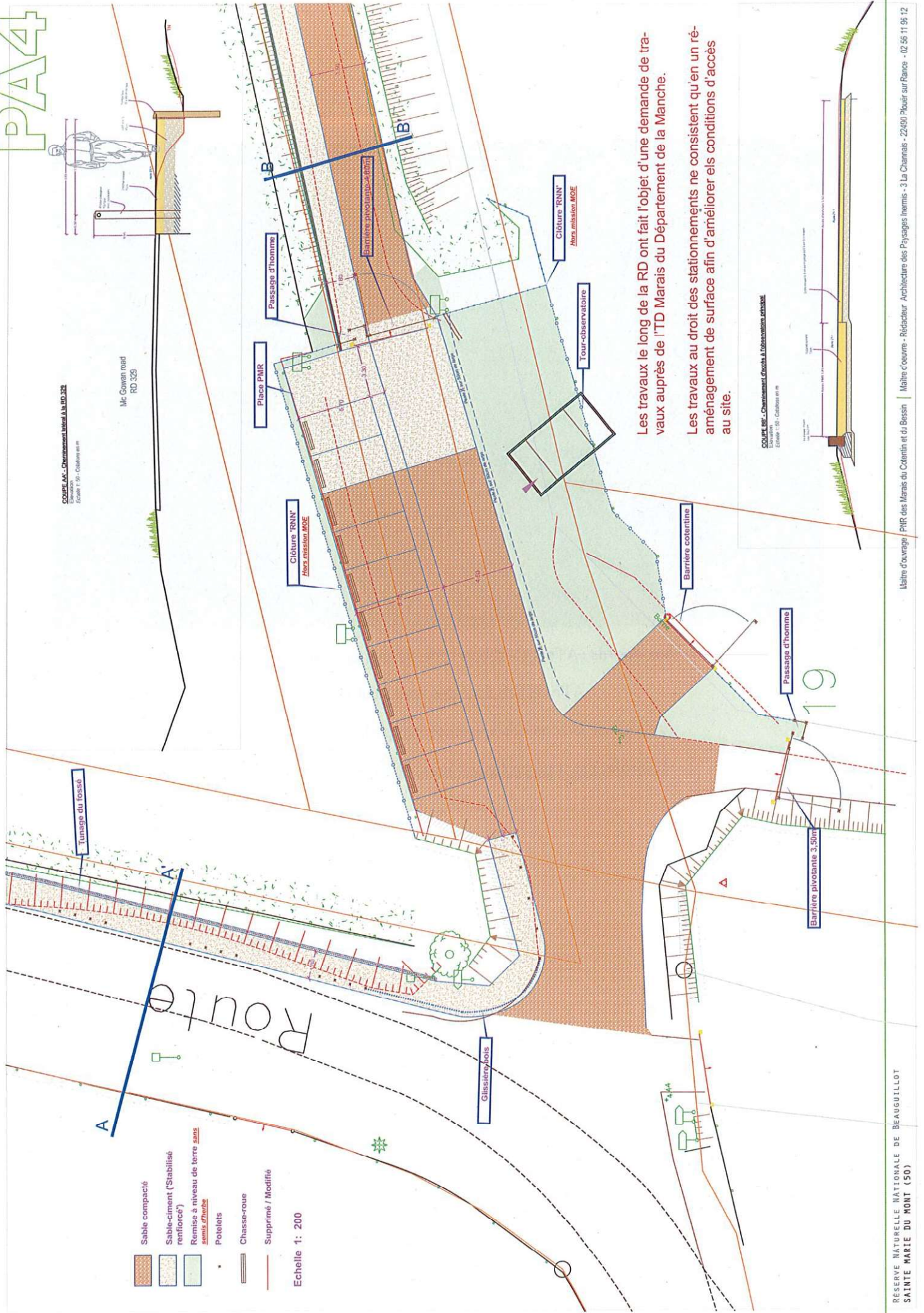
COUPE AA - Cheminement lateral A la RD 329

Echelle 1/50 - Collature en m

Mr Cowan road
RD 329

-  Sable compacté
-  Sable-ciment (Stabilisé renforcé)
-  Remise à niveau de terre sans sous-drainage
-  Potelets
-  Chasse-roue
-  Supprimé / Modifié

Echelle 1: 200



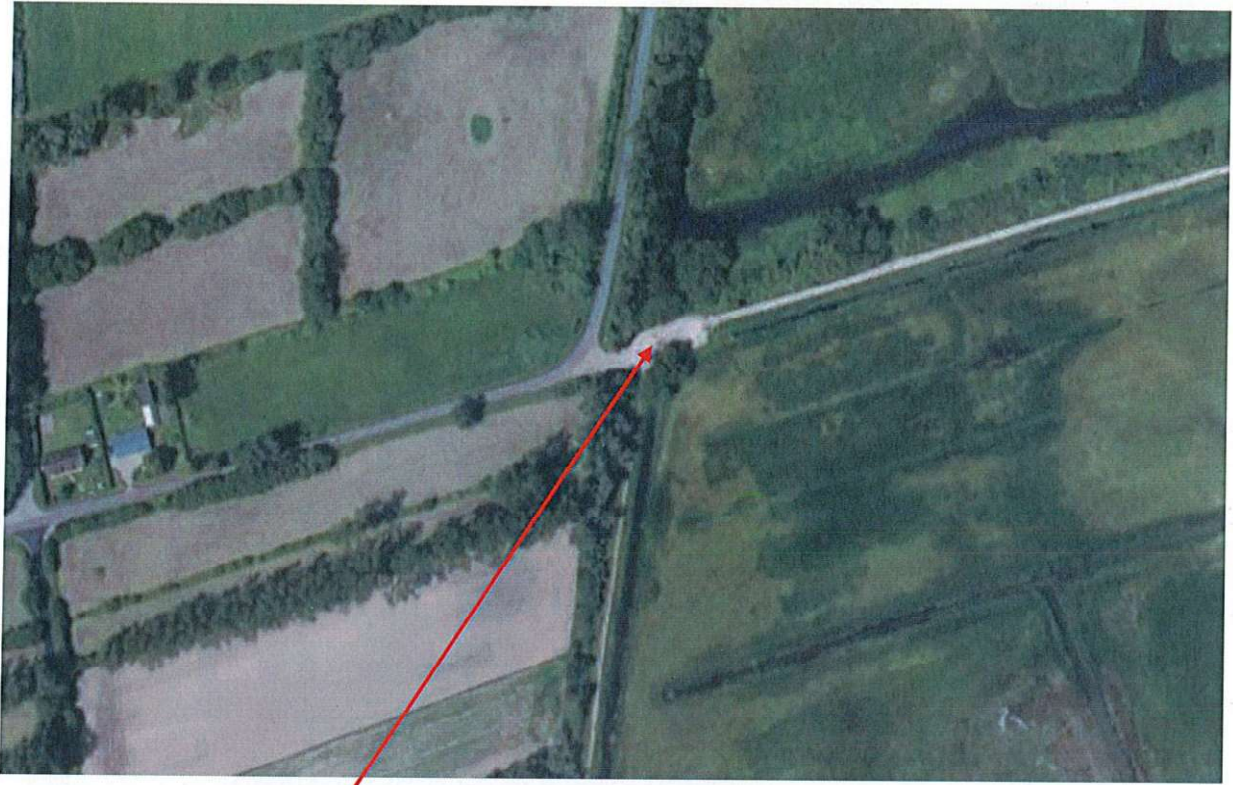
Les travaux le long de la RD ont fait l'objet d'une demande de travaux auprès de l'ID Marais du Département de la Manche.

Les travaux au droit des stationnements ne consistent qu'en un réaménagement de surface afin d'améliorer les conditions d'accès au site.

COUPE BB - Cheminement d'accès à l'observatoire principal

Echelle 1/50 - Collature en m

Plans des abords du projet



Aux abords : A l'est c'est une zone de marais avec des canaux

A l'ouest ce sont des zones cultivées,

Autour de la zone des boisements type haie sont présents.

Le projet est situé exclusivement en zone imperméabilisée.

Situation dans N2000



Carte extraite de Carmen avec N2000 et le projet

Permis d'aménager

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de Sainte-Marie-du-Mont

à rappeler dans toute correspondance

DOSSIER : N° PA 050 509 21 Q0001

Déposé le : 22/10/2021

Demandeur : PNR des Marais du Cotentin et du Bessin

Sur un terrain sis à : Beauguillot à Sainte-Marie-du-Mont (50480)

Références cadastrales : AC 11, AC 13, AC 18, AC 3, AC 5, AC 9, AD 1, AD 11, AD 13, AD 17, AD 18, AD 19, AD 20, AD 7

M. TRAVERT François
Architecture des Paysages INERMIS
3, La Channais
22490 PLOUER-SUR-RANCE

Affaire suivie par DORENLOR Fanny
CCBDC / Service urbanisme

REÇU le 20 NOV. 2021

RAR

Objet : Majoration de délai et demande de pièces complémentaires_n°2

Monsieur,

Vous avez déposé une demande de Permis d'aménager le 22/10/2021, pour le compte du PNR des Marais du Cotentin et du Bessin, pour un projet d'ouverture d'un chemin de randonnée, d'effacement d'un merlon et d'un chemin d'exploitation et la construction d'observatoires dans la réserve Naturelle de Beauguillot, sur un terrain situé Beauguillot à Sainte-Marie-du-Mont (50480). Il vous avait alors été indiqué que le délai d'instruction de votre demande était en principe de 3 mois, mais que l'administration pouvait, dans le mois suivant le dépôt de votre dossier, vous écrire :

- soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...),
- soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier,
- soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où une autorisation tacite n'est pas possible.

MODIFICATION DU DELAI D'INSTRUCTION

Après examen de votre demande, il s'avère que les consultations suivantes sont nécessaires :

- Conseil Régional de Normandie ;
- Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) ;

Pour les raisons suivantes :

- Votre projet est situé dans le périmètre d'une réserve naturelle régionale (R. 425-4 du code de l'urbanisme).
- Votre projet concerne un aménagement léger dans un espace remarquable recensé au titre de la loi littoral (L. 121-24 du Code de l'urbanisme)

Je vous informe en conséquence que pour permettre de respecter cette obligation, **le délai d'instruction de votre demande d'autorisation d'urbanisme doit être porté à 5 mois** en application des articles R.423-24 à R. 423-34 du code de l'urbanisme.

Ce délai annule et remplace le délai de droit commun de 3 mois, qui figure sur le récépissé de dépôt de votre demande d'autorisation d'urbanisme.

DEMANDE DE PIECES COMPLEMENTAIRES

Après examen des pièces jointes à votre demande de Permis d'aménager, il s'avère que la(les) pièce(s) suivante(s) est(sont) manquante(s) ou insuffisante(s) :

- **Formulaire Cerfa** précisant notamment :

- o Page 4 cadre 5.2 : Courte description des projets de constructions;
- o Page 7 cadre 5.7 : Stationnement;

Remarque : Le plan de composition semble indiquer 11 emplacements dédiés au stationnement alors que le formulaire cerfa indique 12 emplacements avant et après projet.

- o Page 7 cadre 6 : Les projets de démolition;

Remarque : La notice indique la démolition de 2 observatoires.

- o Page 10 : Références cadastrales des parcelles composant la totalité du terrain d'assiette du projet;

Remarque : le projet d'aménagement semble porter sur quelques parcelles qui ne sont pas indiquées dans le formulaire de demande Cerfa.

- **Plan de situation du terrain** [Art. R. 441-2 a) du code de l'urbanisme] précisant notamment :

- o Le périmètre du terrain d'assiette du projet (= toutes les parcelles d'un même tenant appartenant à un même propriétaire);

- **Plan de l'état actuel du terrain à aménager et de ses abords** [Art. R. 441-4 1° du code de l'urbanisme] précisant notamment :

- o Les constructions existantes avant projet;

- **Plan de composition d'ensemble du projet coté dans les trois dimensions** [Art. R. 441-4 2° du code de l'urbanisme] précisant notamment :

- o Les constructions supprimées;
- o Précision à apporter sur "aménagement autres parking" (planche 2/3);

- **Le dossier d'évaluation des incidences** prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement [Art. R. 441-6 a) du code de l'urbanisme] **ou l'étude d'impact tenant lieu d'évaluation des incidences** ;

Remarque : le projet se situe dans une zone NATURA 2000.

- **L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude** [Art. R. 441-5 1° du code de l'urbanisme]

Pour information : Le projet relève de la rubrique 14 ° du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement. Il est par conséquent soumis à un examen au cas par cas effectué par l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement dans le but de savoir si une évaluation environnementale est nécessaire.

Je vous informe qu'en conséquence, et en application de l'article R.423-39 du code de l'urbanisme :

- vous devez adresser cette(ces) pièce(s) à la mairie **dans le délai de 3 mois à compter de la réception du présent courrier**. La mairie vous fournira un récépissé.

- si votre dossier n'est pas complété dans ce délai **votre demande sera automatiquement rejetée.**
- par ailleurs le délai d'instruction de votre demande de Permis d'aménager ne commencera à courir **qu'à compter de la date de réception de la(des) pièce(s) manquante(s) par la mairie.**

Une fois votre dossier complété, le délai d'instruction de votre demande commencera à courir. Si vous ne recevez pas de réponse de l'administration à la fin du délai de 5 mois après le dépôt de toutes les pièces manquantes en mairie, votre demande sera automatiquement acceptée et votre projet fera l'objet d'un Permis d'aménager tacite¹.

Vous pourrez alors commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407*01 à la mairie ou sur le site internet: <http://www.developpement-durable.gouv.fr/>)
- affiché sur le terrain le présent courrier ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Fait à Sainte-Marie-du-Mont, le 19/11/2021.

Le Maire



Le Maire,
Charles de VALLAVIEILLE

M. Charles de VALLAVIEILLE

¹ Le maire en délivre certificat sur simple demande.

Le présent document est transmis au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Durée de validité du permis : conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : il doit souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Délais et voies de recours contre la présente lettre : le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente lettre dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Arrêté 2021-29 Autorisant les travaux d'accueil du public et de
restauration des fonctionnalités écologiques dans la réserve naturelle
nationale du domaine de Beauguillot et le Polder de Sainte-Marie-du-
Mont – DDTM50



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Service ressources naturelles
Bureau de la biodiversité et des espaces
naturels

ARRÊTÉ N° 2021-29

AUTORISANT LES TRAVAUX D'ACCUEIL DU PUBLIC ET DE RESTAURATION DES FONCTIONNALITÉS ÉCOLOGIQUES DANS LA RÉSERVE NATURELLE NATIONALE DU DOMAINE DE BEAUGUILLOT ET LE POLDER DE SAINTE-MARIE-DU-MONT

LE PRÉFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 123-19-2 relatif à la participation du public en matière de décision ayant une incidence sur l'environnement, ainsi que ses articles L. 332-9 et R. 332-23 à R. 332-27 relatifs à la modification d'état ou d'aspect d'une réserve naturelle nationale ;

Vu l'arrêté ministériel n°80-74 du 17 janvier 1980 portant création de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot ;

Vu la convention de gestion du 1^{er} juillet 2014 désignant le Parc naturel régional des Marais du Cotentin et du Bessin en tant que gestionnaire de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2018 portant approbation du cinquième plan de gestion de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot pour la période 2018-2021 ;

Vu le courrier de notification du projet de classement du polder de Sainte-Marie-du-Mont en réserve naturelle nationale en date du 5 août 2020, valant instance de classement, et la réponse favorable du Conservatoire du Littoral, propriétaire, datée du 10 septembre 2020 ;

Vu la demande de travaux déposée par le Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin le 15 octobre 2020 ;



Vu l'avis favorable du Comité départemental de la nature, des paysages et des sites en date du 19 novembre 2020 ;

Vu l'avis favorable du conseil scientifique régional du patrimoine naturel de Normandie en date du 21 décembre 2020 ;

Vu la délibération favorable de la commune de Sainte-Marie-du-Mont en date du 14 janvier 2021 ;

Vu l'avis favorable du comité consultatif de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot en date du 19 janvier 2021 ;

Vu la consultation du public menée du 15 au 31 janvier 2021,

Considérant que le plan de gestion 2012-2021 de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot prévoit le ré-aménagement des espaces d'accueil du public vieillissants et aujourd'hui sous-dimensionnés en raison de la constante augmentation de la fréquentation du site par le public ;

Considérant que les bonnes conditions d'accueil du public et sa canalisation sur des espaces dédiés constituent un élément important de la préservation des enjeux concernant l'avifaune notamment ;

Considérant le projet d'extension de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot sur le polder de Sainte-Marie-du-Mont et la nécessité de repenser l'ensemble des cheminements ouverts au public ainsi que d'améliorer le fonctionnement écologique de l'ensemble du site protégé ;

Considérant l'analyse des impacts du projet et ses conclusions quant à l'absence d'incidence négative significative sur les espèces et les habitats d'intérêt patrimonial ;

Considérant que les travaux proposés par le Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin, gestionnaire de la réserve, et le Conservatoire du Littoral, propriétaire des terrains concernés, sont de nature à améliorer les conditions de découverte du site par le public, tout en renforçant ses fonctionnalités et la quiétude nécessaire à l'accueil de la faune patrimoniale,

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

A R R Ê T E

Article 1 – Objet de l'autorisation

Les bénéficiaires de cette autorisation sont les co-maîtres d'ouvrage du projet, à savoir : le Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin, gestionnaire de la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot, et le Conservatoire du littoral, propriétaire de l'ensemble des terrains concernés par le projet.

Les bénéficiaires sont autorisés à réaliser des travaux et des aménagements dans la réserve naturelle nationale du Domaine de Beauguillot et le polder de Sainte-Marie-du-Mont, en instance de classement, conformément au dossier fourni.

Article 2 – Description des travaux

Les travaux et aménagements autorisés consistent en :

- l'aménagement d'un cheminement nord-sud en pied de digue (côté ouest) sur les parcelles AC5 et AC3, puis le long de la digue (côté est) longeant le polder de Sainte-Marie-du-Mont et la digue (côté ouest) sur la parcelle AD7 jusqu'à l'angle sud du polder. Les travaux menés sont les suivants : débroussaillage, déplacement et pose de clôtures et barrières, déplacement d'une buse, pose de platelage, création d'une passerelle, franchissement de digue à l'aide d'une saillie, terrassements légers ;
- la création de deux entrées en limite nord de la réserve (sur la dune en limite de parcelle AC11 et à partir de la plage en limite de parcelle AC13) ;
- la restauration, le démontage et la création de différents dispositifs destinés à l'observation de la faune placés le long du cheminement ;
- la suppression sur environ 500 m côté mer d'un merlon planté au nord du chemin d'axe ouest-est reliant la zone de stationnement au domaine public maritime, ainsi que la restauration de la zone humide par déconstruction de ce chemin entre l'extrémité ouest de l'arasement du merlon et l'accès nord de la desserte agricole ;
- en complément de la dynamique naturelle de la végétation, la plantation de saules accompagnés d'essences arbustives locales adaptées, destinée à limiter la covisibilité entre les usagers et la faune, le long des cheminements bordant le polder de Sainte-Marie-du-Mont (ouest et nord), à l'exception des abords du secteur de stationnement et éventuellement des zones de roselières. L'installation de l'écran végétal se fera sur 10 à 20 m de large et environ 200 m de long dans la parcelle OA500 pour le cheminement situé au nord du polder, et pourra être doublé d'un talus enherbé et planté n'excédant pas 80 cm de haut installé directement sur le chemin aux abords des zones les plus sensibles au dérangement. Sur le chemin d'exploitation à l'ouest du polder, un talus enherbé et planté n'excédant pas 80 cm de haut sera mis en place ;
- le déboisement sur le secteur en cours de fermeture (parcelle AD20), situé immédiatement au sud-est de l'observatoire central ;
- la mise en place d'une levée de terre sur 50 m le long environ à l'angle sud-ouest de la parcelle AD18, en face de l'entrée sud du polder de Sainte-Marie-du-Mont, pour préserver la quiétude de l'avifaune. Ce talus sera enherbé et éventuellement planté d'essences locales ;
- l'aménagement d'un cheminement adapté aux personnes à mobilité réduite entre la zone de stationnement et l'observatoire terminal sur le chemin d'axe ouest-est ;

- la réouverture de la desserte agricole nord au pied de la digue de 1954, en limite ouest de la parcelle AC18, et dans la parcelle AC12 ;
- l'installation de l'ensemble de la signalétique (panneaux réglementaires, d'accueil et d'information) qui devra reprendre la charte graphique prévue par Réserves naturelles de France.

Le plan détaillé des aménagements et travaux autorisés figurent en annexe 1.

Article 3 – Prescriptions et mesures de sauvegarde du milieu naturel

Les mesures suivantes, envisagées pour réduire ou supprimer les incidences négatives du projet seront mises en œuvre :

- limiter les plantations destinées à réduire la covisibilité aux espèces indigènes et les insérer au mieux dans les agencements paysagers déjà déployés
- s'assurer de l'intégration paysagère des aménagements réalisés en privilégiant les matériaux et les couleurs naturels, en limitant au maximum leurs dimensions et en évitant le plus possible de les positionner en milieu ouvert
- de manière transitoire, en attendant que la dynamique végétale assure l'efficacité des écrans visuels envisagés, il pourra être installé des dispositifs temporaires (palissade, panneaux de bois, etc.) pour limiter la covisibilité aux endroits les plus sensibles
- assurer un suivi régulier des zones remaniées pour prévenir tout développement d'espèces exotiques envahissantes.

Le projet devra de plus intégrer des mesures préventives visant à réduire le risque de pollution et de dégradation du milieu naturel lors de la phase chantier :

- choisir les périodes de travaux générateurs de dérangement de la faune en tenant compte des périodes sensibles (reproduction de la faune, hivernage des oiseaux), de préférence entre août et octobre
- mettre en place une protection et une signalisation adaptées au chantier, en interdisant aux personnes extérieures de pénétrer sur les secteurs de travaux, notamment en présence d'engins
- nettoyer les engins avant l'entrée sur le chantier pour éviter toute propagation d'espèces exotiques envahissantes
- prendre des précautions fortes pour éviter le déversement de substances polluantes, notamment les hydrocarbures, dans le sol ou dans les eaux. Les niveaux d'huile et le ravitaillement des engins en carburant se feront hors réserve.
- les matériaux issus de la déconstruction du merlon et du chemin pourront être ré-employés sur site ou exportés, en limitant au maximum leur stockage qui ne pourra intervenir, le cas échéant, que sur les cheminements existants. Aucun matériau extérieur ne pourra être apporté dans le cadre des terrassements.

Article 4 – Durée de l'autorisation

L'autorisation de travaux est limitée à quatre ans à compter du début des travaux, sous réserve qu'ils soient commencés sous un an à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 5 – La présente autorisation, délivrée au titre de l'article R. 332-24 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 6 – La présente décision peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication :

- par la voie d'un recours gracieux devant le préfet de la Manche ou d'un recours hiérarchique devant le ministre en charge de l'écologie, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet, qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Caen - 3, rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 Caen cedex 4 ;

- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen - 3, rue Arthur Le Duc - BP 25086 - 14050 Caen cedex 4.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr.

Article 7 – Le secrétaire général de la préfecture, le président du Parc naturel régional des marais du Cotentin et du Bessin, le délégué régional de rivages Normandie du Conservatoire du littoral et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Manche.

Saint-Lô, le 5 FEV. 2021

Pour le Préfet,
Le Secrétaire général



Laurent SIMPLICIEN